

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 Auxerre

Auxerre, le 28/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur 

SUEZ RV Yonne Métaux

22 avenue Jean Mermoz
89000 Auxerre

Références : 260028
Code AIOT : 0005401581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement SUEZ RV Yonne Métaux, implanté 22 avenue Jean Mermoz - 89000 Auxerre. L'inspection a été annoncée le 08/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Yonne Métaux (ex. SHAMROCK Env)
- 22 avenue Jean Mermoz 89000 Auxerre
- Code AIOT : 0005401581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise SUEZ est autorisée à la récupération et au recyclage de déchets industriels banals dans son établissement sur le territoire de la commune d'Auxerre.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Radioactivité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 05/07/2017, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
2	conformité aux plans et données techniques	Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Transports internes	Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 12.1	Demande d'action corrective	1 mois
8	Rejets	Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 14.2	Demande d'action corrective	3 mois
9	Recueil des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Contrôles périodiques	Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 22.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Contrôles extincteurs	Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 33	Sans objet
4	Hauteur des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV	Sans objet
6	Stockage, rétention, manipulation et transport	Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 11.4	Sans objet
11	Conception et aménagement	Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 17	Sans objet
12	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 31	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation présente un état de propreté correct.

Plusieurs non-conformités sont relevées : les capacités de l'installation sous la rubrique 2710 sont dépassées, la concentration mesurée sur les matières en suspension est supérieure à la valeur seuil fixée par l'arrêté préfectoral et certaines mesures sont absentes, l'exploitant doit inscrire les BSD dans son registre des déchets, doit justifier du volume de rétention des eaux incendie sur son site, et respecter les niveaux de bruit.

Un point est qualifié de non-conformité majeure et fera l'objet d'une proposition de mise en demeure : des éléments de la dalle béton et des murs d'alvéoles sont dégradés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2017, article 3			
Thème(s) : Situation administrative, mise à jour au tableau de classement des rubriques			
Prescription contrôlée :			
Le tableau de classement des activités de l'article 1 ^{er} de l'arrêté préfectoral n°DCPP-2011-0367 du 13 octobre 2011 est remplacé par le tableau suivant :			
Désignation des installations	Rubriques ICPE	Capacité de l'installation	Régime
Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial. Déchets dangereux.	2710-1-a	30 tonnes	A
transit, regroupement ou tri de déchets de métaux non dangereux de métaux.	2713-1	5 000 m ²	A
transit, regroupement ou tri de déchets de métaux non dangereux de papiers/cartons/plastiques.	2714-1	2 500 m ³	A
traitement déchets non dangereux.	2791-1	30 t/j	A
Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicule hors d'usage	2712-1-b	1200 m ²	E

collecte déchets.	2710-2-b	290 m ³	DC
transit déchets non dangereux non inertes	2716-2	250 m ³	DC

Constats :

L'état des stocks a été fourni au jour de l'inspection : concernant la rubrique 2710-1-a (batteries au plomb) : 43,789 tonnes sont présentes sur site au lieu de 30 tonnes prévues dans l'arrêté préfectoral.

Les quantités sur les autres rubriques n'amènent pas de commentaire.

L'exploitant déclare que le dépassement temporaire de tonnage de la rubrique 2710-1-a est lié à des difficultés d'organisation de logistique de tournée avec un transporteur prestataire et un contexte conjoncturel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit rester dans les limites de stockages prescrites dans l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Conformité aux plans et données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, conformités aux plans et données techniques

Prescription contrôlée :

Les installations de l'établissement sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur.

Constats :

L'inspection de 2022 faisait état de murs extérieurs d'alvéoles de stockage en mauvais état.

Par certains endroits, le mur était abîmé et ne permettait plus de contenir les déchets dans les alvéoles.

L'exploitant avait indiqué qu'un devis de changement du mur avait été effectué.

Le jour de l'inspection du 25/09/2025, les murs des alvéoles en béton sont en bon état. En revanche, les murs des alvéoles (métaux...) en traverses de bois sont très dégradés : des traverses sont manquantes ou cassées.

Un devis de réparation a été présenté, non signé.

La dalle de ciment de la zone présente des dégradations. Des plaques métalliques ont été disposées pour faciliter la manœuvre des engins. L'exploitant déclare que la dégradation est superficielle, sans perforation totale de la dalle.

Un devis de réparation a été présenté, non signé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier de l'étanchéité de la dalle en béton.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Contrôles extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles extincteurs
Prescription contrôlée : [...] Les extincteurs sont vérifiés chaque année par un organisme compétent. [...]
Constats : La vérification périodique des 54 extincteurs a été effectuée le 24/07/2025 par la société DESAUTEL.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : hauteur des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV
Thème(s) : Risques accidentels, hauteur des déchets
Prescription contrôlée : [...] La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. [...]
Constats : Les habitations à usage d'habitation sont éloignées de plus de 100 m. La hauteur des déchets entreposés ne dépasse pas 6 mètres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Registre des déchets

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du Code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement et R. 1335-4 du Code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

<p>L'exploitant utilise le logiciel Nussy, éditeur cactus, comme registre des déchets avec les différentes mentions de l'arrêté ministériel.</p> <p>Par sondage, le dernier envoi de batterie plomb date du 05/08/2025. Le registre comprend tous les éléments de la prescription sauf les numéros du BSD. La déclaration du trackdéchets a bien été faite. L'exploitant déclare pouvoir faire la saisie manuelle des numéros de BSD sur son logiciel .</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit inscrire les BSD dans son registre des déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Stockage, rétention, manipulation et transport

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 11.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites accidentelles. Les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les produits dangereux sont stockés sur des bacs de rétention.</p> <p>La zone de stockage des produits chimiques est sur dalle étanche.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Transports internes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 12.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Transports internes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les transports internes à l'établissement de produits dangereux, polluants ou toxiques sont effectués dans le respect du plan de circulation établi par l'exploitant, porté à la connaissance des intervenants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un sens de circulation a été établi sur le site.</p> <p>Des panneaux de plan de circulation sont présents aux entrées du site mais sont peu lisibles.</p> <p>L'exploitant a commandé de nouveaux panneaux de plan de circulation qui sont prêts à être</p>

installés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 14.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets		
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances sans dilution, les prescriptions suivantes : A - En termes de caractéristiques générales des effluents - pH (mesuré dans l'effluent en amont du rejet suivant la norme NFT 90 008) entre 5,5 et 11 - température (mesurée dans l'effluent en amont du rejet) inférieure à 30° C, B - En termes de débits, de concentrations et de flux B1- Eaux résiduaires après traitement		
Paramètres	Normes d'analyse	Concentration instantanée (mg/l)
MES	NFT 90105	35
DCO	NFT 90101	125
Hydrocarbures totaux	NFT 90 114	582
[...]		
Constats : Le plan de réseau fourni par l'exploitant fait apparaître le regroupement de l'ensemble des eaux pluviales et résiduaires (ou unitaires) dans le réseau d'assainissement communal de la ville. Il y a lieu alors de prendre en compte les valeurs pour les eaux résiduaires après traitement. Les résultats des analyses des effluents prélevés le 23/04/2025 en aval du débourbeur parking, ont été présentés à l'inspection. Ces résultats indiquent une concentration en MES de 147 mg/l supérieure à la valeur seuil fixée par l'arrêté préfectoral. Ces analyses ne présentent pas de résultats pour les paramètres DCO et d'hydrocarbures totaux.		

Le reste des analyses (analyse du 23/04/2025 : métaux, Ar, Ch et PCB) n'amène pas de commentaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faire réaliser les analyses prévues dans l'AP du 03/02/2000 et transmettre les résultats à l'inspection. L'exploitant doit s'assurer du respect des valeurs des MES.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Recueil des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Recueil des eaux incendie
Prescription contrôlée : Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. [...] <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. <p>Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : L'installation dispose d'un réseau de recueil des eaux d'extinction dont le volume de rétention n'est pas connu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier le volume de rétention des eaux incendie sur son site et qu'il respecte le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinctions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Contrôles périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 22.3		
Thème(s) : Risques chroniques, contrôles périodiques		
Prescription contrôlée :		
Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de rétablissement, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit :		
	Niveau limite en dB(A)	Niveau limite en dB(A)
Point de mesure (*)	de 7 h à 22h sauf dimanches et jours fériés	de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés
B4	57	
Constats :		
<p>Le dernier rapport d'analyses acoustique a été présenté à l'inspection, ces analyses ont été réalisées le 26 octobre 2020 par Bureau Véritas.</p> <p>Il relève que le point B4 apparaît non conforme en limite de propriété (valeur relevée 68 dB(A), niveau de bruit prescrit 57 dB(A)).</p> <p>Le prochain rapport est prévu pour octobre 2025. L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport d'octobre 2025.</p>		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :		
L'exploitant doit respecter les limites de niveau de bruit prescrit par l'AP du 03/02/2000 article 22.2.		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 3 mois		

N° 11 : Conception et aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Conception et aménagement
Prescription contrôlée : [...] Toutes mesures sont prises pour éviter l'envol et la dispersion de poussières et éléments légers dans l'environnement. [...] Les éléments légers qui se seraient dispersés dans l'enceinte de l'établissement sont ramassés. Des filets de protection sont mis en place afin de limiter leurs envols [...] Constats : Les cartons et DIB susceptibles d'envol sont stockés sous hangar. L'exploitant déclare que le bâchage des camions est vérifié à chaque sortie de véhicule du site. Le nettoyage du site est réalisé toutes les semaines pour récupérer les envols. Un balayage des sols est effectué dès que nécessaire. Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2000, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose, chaque jour, de l'état du stock de produits toxiques ou inflammables détenus. L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. ... A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. Constats : L'exploitant a transmis l'état des stocks au 24/09/2025 le jour de l'inspection. L'exploitant dispose des Fiches de Données de Sécurité des produits disponibles sur son site. Le stockage des produits chimiques comporte les symboles de danger et est mis en œuvre en fonction de la compatibilité des produits chimiques. Type de suites proposées : Sans suite